



**l'Assurance  
Maladie**  
Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement  
informatique  
Saint-Etienne

# MARCHÉ 02/2025

## LOT 2

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES CCP

### MISSION DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

*Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique*

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet du marché .....	3
1.2 – Intervenants .....	3
1.3 – Contenu de la mission .....	3
<b>ARTICLE 2 – AUTORITÉ - MOYENS.....</b>	<b>5</b>
2.1 – Autorité de coordonnateur SPS .....	5
2.2 – Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	6
<b>ARTICLE 3 – PRIX .....</b>	<b>6</b>
3.1 – Forme du prix.....	6
3.2 – Choix de l'index de référence .....	6
3.3 – Modalités de révision des prix.....	6
<b>ARTICLE 4 – PAIEMENTS.....</b>	<b>6</b>
4.1 – Délais de paiement .....	6
<b>ARTICLE 5 – PÉNALITÉS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – ASSURANCES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>ANNEXE – PROGRAMME TRAVAUX.....</b>	<b>9</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-3 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les natures et domaines définis dans les articles ci-après, dans le cadre des travaux du CTI Saint-Etienne sur le périmètre suivant :

- Installation d'une centrale solaire photovoltaïque en toiture terrasse
- Réfection d'étanchéité
- Installation de bornes IRVE

Le chantier aura lieu en site occupé et les accès seront maintenus durant toute la durée des travaux.

Il est à noter que l'Assurance Maladie s'est engagée dans des actions éco-responsables. Le CTI souhaite réaliser ce chantier dans le respect de l'environnement. À ce titre, CSPA devra participer avec la maîtrise d'œuvre à la définition des modalités minimales de gestion de déchets.

Pendant la préparation de chantier, le CSPA doit participer à la mise au point de l'organisation de la gestion des déchets par les entreprises en y apportant ses suggestions. Il lui sera demandé de viser le plan de collecte et d'élimination des déchets des entreprises.

Le CSPA devra intégrer dans sa mission une participation active à l'objectif du maître d'ouvrage de gestion de chantier.

### **1.2 – INTERVENANTS**

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée à :

- ARCHIDISTEC – en tant que mandataire – 10 rue Beau de Rochas – ZAC de l'Artière – 63110 BEAUMONT

### **1.3 – CONTENU DE LA MISSION**

#### **1.31 Registre journal de coordination (RJC)**

Conformément aux dispositions du Code du travail, le coordonnateur SPS ouvre le registre journal de coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique, et fait viser par les intéressés et le Maître d'œuvre, tous les éléments liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Le cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

Sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il est nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- les comptes rendus des inspections communes ;
- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, la date approximative de leurs interventions et l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier, ainsi que la durée prévue des travaux ;
- le procès-verbal de passation des consignes entre les coordonnateurs

Au plus tard à la fin de chaque mois où dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage. Le coordonnateur transmet systématiquement au Maître de l'ouvrage une copie certifiée conforme au registre journal de coordination.

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 à R.4532.41 du code du travail.

### 1.32 Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur les ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par le Code du travail. Suite à l'inspection commune avec les chefs d'établissements concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du Maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ses mesures dans le plan général de coordination ou dans la notice en matière de sécurité et de protection de la santé. (PGCSPS en catégories 1 ou 2, Notice en catégorie 3). Le coordonnateur SPS tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

Le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532.14 du Code du travail.

### 1.33 Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé (PGCSPS) ou notice (opérations de catégories 1 et 2 : PGCSPS, opération de catégorie 3 : Notice)

Son cadre est défini aux articles R.4532-44 à R.4532-46 du Code du Travail.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est toujours un document écrit, propre à définir l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Le coordonnateur SPS élabore le PGCSPS dès le début d'exécution de sa mission qui définit les principales mesures de prévention.

Sont consignés dans ce plan :

- les renseignements d'ordre administratif ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- les mesures de coordination proprement dites ;
- les mesures de coordination concernant la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses ;
- les conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres
- les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
- les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur un site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- les renseignements utiles et pratiques relatifs à l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs et ou travailleurs indépendants.

Le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé est un document évolutif qui doit donc pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

La conservation de ce document par le Maître de l'ouvrage est fixée à 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

### 1.34 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes.

Il est établi pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 à R.4532-68 du Code du travail.

Le plan doit analyser de façon précise les dispositions prises en matière de secours, les dispositions prévues en matière d'hygiène et celles concernant les locaux destinés au personnel du chantier.

Il prend en compte les mesures de coordination générales décidées par le coordonnateur dans le PGCSPS. Il distinguera pour ce faire, les risques « importés » par les autres entreprises présentes simultanément sur le chantier, les risques « exportés » par les travaux de l'entreprise et les risques propres au chantier.

Il doit donc, comporter plusieurs parties bien distinctes pour permettre au coordonnateur de réaliser l'harmonisation des plans et d'en tirer toutes les conséquences, notamment, en matière d'adaptation du PGCSPS.

L'entrepreneur dispose de 30 jours pour élaborer son plan à compter de la notification du marché signé par le Maître de l'ouvrage. L'entrepreneur principal est tenu de laisser 30 jours également au sous-traitant s'il

doit exécuter des travaux de gros œuvre ou du lot principal ou sur un des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Ces délais sont impératifs et doivent être isolés par le Maître de l'ouvrage ou par l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, du délai d'exécution des travaux proprement dits.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPP en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal de la coordination. Il communique, au fur et à mesure, ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre, dans le PGCSPP, les PPSPS au fur et à mesure de leur élaboration.

### **1.35 Dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO)**

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et R.4532-96 du Code du travail.

C'est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage et à obtenir les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien.

L'intervention du coordonnateur consiste à veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours à partir de la remise, par le Maître de l'ouvrage, du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

### **1.36 Coordination des activités**

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels, et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

### **1.37 Application des mesures de coordination**

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

## **ARTICLE 2 – AUTORITÉ - MOYENS**

### **2.1 – AUTORITÉ DE COORDONNATEUR SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le registre journal de la coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ....), le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées, y compris pour faire interrompre les travaux. Il en rendra compte immédiatement au Maître de l'ouvrage.

La notification de ces arrêts est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le Maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## 2.2 – MOYENS DONNÉS AU COORDONNATEUR SPS

### **2.21 Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau du chantier et au matériel mis à disposition du Maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### **2.22 Obligations du Maître de l'ouvrage**

Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS à chaque phase tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## ARTICLE 3 – PRIX

### 3.1 – FORME DU PRIX

Le prix est ferme et actualisable suivant les modalités fixées ci-après.

### 3.2 – CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du contrat est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 1973).

### 3.3 – MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro »

$$C_n = \text{Indice1 (d-3)} / \text{Indice0 (0)}$$

Dans laquelle

Indice0 (0) = valeur de l'indice à la date d'actualisation

Indice1 (d-3) = valeur de l'indice 3 mois avant l'acte prescrivant le début d'exécution des travaux, sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur à plus de 3 mois au mois 0.

## ARTICLE 4 – PAIEMENTS

### 4.1 – DÉLAIS DE PAIEMENT

Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'organisme.

Les factures doivent être transmises via Chorus Pro, en renseignant les éléments suivants :\*

- le numéro de SIRET, qui identifie le CTI St-Etienne en tant que destinataire de la facture : 403 321 458 000 16
- le code service : DAG
- le numéro d'engagement correspond au numéro de marché (02-2025).

Le paiement sera effectué par Le Directeur Comptable et Financier du CTI Saint-Etienne, après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, le Directeur du CTI Saint-Etienne.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

## ARTICLE 5 – PÉNALITÉS

En cas de retard dans la remise des documents ou avis, par rapport aux délais fixés dans le présent marché, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard s'élève à 5 /1 000ème du montant HT du contrat.

## **ARTICLE 6 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

## **ARTICLE 7 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS**

En application de l'article 22 du CCAG, la Personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacun des éléments de missions.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

## **ARTICLE 8 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait application des articles 36 à 39 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le coordonnateur doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant de ses interventions.

Le coordonnateur devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

## **ARTICLE 10 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ**

Les informations et renseignements, fournis par l'Organisme, sont strictement couverts par le secret professionnel.

En conséquence, le Titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

L'obligation de confidentialité s'impose au Titulaire et s'applique à toutes les informations relatives à l'Organisme qu'il a recueillies à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents éventuellement mis à la disposition du Titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le Titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le présent marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et support d'information confiés par l'Organisme ou utilisés par lui, après l'exécution de sa prestation,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'Organisme, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter le marché,
- À informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- À prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

L'Organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile, afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le Titulaire que par les sociétés sous-traitantes éventuelles.

## **ANNEXE – PROGRAMME TRAVAUX**